

et entière expression d'opinion, ce qu'on ne pourrait obtenir si cette correspondance devait être régulièrement révélée au public; de plus, la correspondance et les documents qui intéressent la préparation et la présentation même d'une cause ne devraient pas être déposés.

Sous réserve de ces restrictions, cependant, nous sommes disposés à accepter la motion.

M. l'Orateur: Sauf les réserves que le ministre a mentionnées, plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

(La motion est adoptée.)

LE QUAI DE MAITLAND, COMTÉ DE HANTS (N.-É.)

Demande n° 18—M. McWilliam:

Copie de toutes les feuilles de paie relatives au déplacement du quai de l'État à Maitland, comté de Hants (N.-É.).

La motion est adoptée.

LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCLARATION D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN AU SUJET DES ENGINs NUCLÉAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a-t-il quelcune observation à formuler au sujet d'une déclaration qu'aurait faite le sénateur Fulbright, le président de la Commission des relations étrangères du Sénat des États-Unis, selon laquelle il aurait exprimé l'avis que les Américains ne doivent pas céder la maîtrise exclusive des ogives nucléaires et que le Canada serait satisfait d'une entente qui assurerait la consultation préalable au lancement?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance de l'article en question et tout ce que je puis dire c'est que l'attitude du Canada n'a pas du tout changé. Nous avons bien précisé que, si des armes nucléaires viennent jamais à être nécessaires, nous ne les admettrons pas à moins de participer à leur maîtrise; nous n'avons jamais laissé entendre que nous reviendrions sur cette décision.

LE COMMERCE

LA CONFÉRENCE D'OTTAWA—AUGMENTATION DES EXPORTATIONS AGRICOLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce relativement à la conférence commerciale qui a lieu à l'heure actuelle. Le ministre peut-il dire à la Chambre

si les délégués commerciaux auront des entretiens avec les membres et les hauts fonctionnaires de la Commission canadienne du blé, pour voir s'il y aurait moyen de faciliter et diacréiter les exportations de céréales canadiennes?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, immédiatement après que j'eus inauguré la conférence commerciale ce matin, le ministre de l'Agriculture, le premier orateur à prendre la parole après moi, a parlé très longuement de la vente des denrées agricoles à travers le monde et de la nécessité de vendre notre blé dans tous les pays étrangers. J'ai bien l'impression que l'honorable député accueillera cette nouvelle avec joie.

M. Argue: Dois-je conclure de la réponse du ministre que les délégués commerciaux auront pour mission, comme par le passé, de stimuler la vente des céréales canadiennes, même si l'écoulement de ces denrées ne relève pas du ministre?

L'hon. M. Hees: Oui, monsieur l'Orateur. Les délégués commerciaux du Canada ne relâcheront pas leurs efforts pour vendre notre blé et toutes nos autres denrées agricoles.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): J'aurais une question supplémentaire à poser, vu la réponse que le ministre a faite à la première question qui lui a été adressée. Dois-je conclure de sa réponse et de ce qu'il a dit à propos des autres denrées que les délégués commerciaux reçoivent maintenant leurs directives du ministre de l'Agriculture quant à la vente des denrées agricoles?

L'hon. M. Hees: Non, monsieur l'Orateur. Dans le gouvernement actuel, nous travaillons tous ensemble comme des collègues, et nous collaborons. Le personnel de mon ministère et moi-même avons passé beaucoup de temps avec le ministre de l'Agriculture et les hauts fonctionnaires de son ministère, et nous en sommes arrivés à une entente très harmonieuse, selon laquelle nous les aidons par tous les moyens possibles à vendre leurs produits dans toutes les parties du monde.

CUBA—RESTRICTIONS DES EXPORTATIONS DE MATIÈRES D'IMPORTANCE STRATÉGIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Richelieu-Verchères m'a donné avis hier d'une question supplémentaire concernant les restrictions sur les exportations de matières d'importance stratégique aux pays communistes. La question était la suivante:

Ces restrictions visent-elles aussi nos exportations à Cuba?

La réponse est non.